ASSEMBLÉE NATIONALE

20 septembre 2014

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - (N° 2188)

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1973

présenté par
Mme Buis, rapporteure

ARTICLE 8

I. – Après l’alinéa 1, insérer les trois alinéas suivants :

« 1° L’article L. 221-1 est ainsi modifié :

« - Le sixième alinéa est ainsi rédigé :

« Une part de ces économies d’énergie, déterminée par arrêté, doit être réalisée au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. »

II. – En conséquence, au début de l’alinéa 2, substituer à la référence : « 1° »,

le signe : « – »,

et supprimer les mots : « de l’article L. 221-1 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les financements affectés à la lutte contre la précarité énergétique restent insuffisants au regard des objectifs à atteindre, notamment pour ce qui concerne la réhabilitation de logements occupés par des ménages précaires.

Une rédaction précédente de la loi prévoyait qu’une part des CEE doit contribuer à financer ces actions.

Cette part restant largement insuffisante à l’issue des deux premières périodes, il est nécessaire de fixer une proportion et de décliner dans le décret prévu les modalités permettant notamment de sécuriser le financement du programme « Habiter mieux » conduit par l’ANAH, dont le financement est d’ores et déjà insuffisant et en péril à compter de 2015.